

Économiquement rentable : comment l'école transforme les élèves en parfaits petits consommateurs

Aurélie Ledoux dénonce la contamination utilitariste de l'école, qui doit être la plus rentable possible pour s'adapter au mieux à la société de consommation. Extraits de "L'ascenseur social est en panne" (2/2).

Avec Aurélie
Ledoux

À force de réclamer une école où les élèves s'affronteraient à armes égales dans le combat pour la réussite sociale, on en oublierait que ce n'est pas toujours ce que l'on a attendu d'elle. L'équivalence entre école et emploi, hiérarchie scolaire et hiérarchie sociale, n'est pas une évidence, mais une *doxa*, un préjugé patiemment construit dans la seconde moitié du XXe siècle à partir de ce qui allait devenir la « théorie du capital humain ».

À l'époque des Trente Glorieuses, âge d'or du keynésianisme, s'impose l'idée que la complexité croissante de nos systèmes économiques exige un approfondissement et un élargissement du rôle de l'État, chef d'orchestre mis au service des biens collectifs que seraient la croissance et le plein emploi.

Chargée d'anticiper les transformations des modes productifs, l'institution scolaire doit désormais fournir à la société ce dont elle a économiquement besoin. Parallèlement, l'école s'engage à fournir aux élèves les moyens d'atteindre, s'ils en ont les « capacités », la position sociale qu'ils désirent. Elle devient ainsi l'interface entre les désirs des individus et les besoins d'une économie. De là les malentendus, volontaires ou non, entre le monde enseignant et le reste de la société : le professeur de lettres qui veut continuer à enseigner le grec ancien est-il vraiment du côté de l'« excellence » au sens où l'emploient nos ministres ?

Enseigner un savoir économiquement non rentable – ou supposé tel – est à la fois un acte de gaspillage (des « ressources humaines » mais aussi de budgets généreusement alloués) et une preuve d'aveuglement moral (le professeur marquerait ainsi un mépris certain pour le devenir de son élève). Deux fois coupable, donc. Ce rapport utilitariste aux savoirs contamine désormais toute l'école, y compris ses professeurs : « L'idée selon laquelle l'école, au lieu d'enseigner la littérature, ferait mieux d'enseigner un anglais ou un français utiles à la vie courante, est en réalité loin de n'être partagée que par des intellectuels et autres décideurs "innovants" : les élèves et des parents d'élèves la partagent largement ! Quant à nous autres enseignants, notre nouveau *principe de réalité* n'est-il pas que "nous devons faire réussir tous nos élèves ?" Autrement dit, leur permettre de trouver un métier dans lequel ils gagnent suffisamment d'argent pour vivre » (Angélique Del Rey, *À l'école des compétences, De l'éducation à la fabrique de l'élève performant*).

Cette redéfinition de la mission de l'école par l'employabilité s'achève aujourd'hui par l'introduction de la logique des compétences, franchissant un pas supplémentaire et décisif en ce que la préoccupation économique s'immisce jusque dans les contenus de l'enseignement : il ne s'agit plus simplement de l'anticipation et de l'organisation du travail mais de la fabrication du travailleur. **L'économie a désormais son mot à dire sur les disciplines enseignées et sur la manière dont on les enseigne.** Si l'injonction économique faite à l'école ne date pas d'hier, cette transformation de l'exigence scolaire marque l'entrée dans sa période « néolibérale ».

Ce dernier terme appelle à être précisé car, si on l'identifie seulement à la guerre du privé contre le public et au refus de l'interventionnisme, il est impossible de saisir le piège qui s'est refermé sur l'école et de comprendre que la belle « autonomie » promise à tous par les directives ministérielles (aux universités, aux lycées, aux professeurs et aux élèves...) n'a rien à voir avec la liberté. La transformation de l'école ne réside pas tant dans sa « privatisation » que dans sa restructuration managériale, voulue et orchestrée par les pouvoirs publics, pour en faire une fabrique de travailleurs. Plutôt donc que de réduire le néolibéralisme à une lutte contre le *welfarisme*, il faut le comprendre comme une *institutionnalisation du modèle du marché*. L'État-Providence n'est pas toujours providentiel et, ici comme en bien d'autres domaines, il fut moins la victime que le promoteur de l'économie de marché.

Extrait de "[L'ascenseur social est en panne](#)", Flammarion (12 septembre)

